

Le régime a mené jusqu'au bout son processus électoral à reculons

RD CONGO La Céni a entretenu un suspense infernal sur le nom du futur président

- ▶ Félix Tshisekedi, Martin Fayulu ou Emmanuel Shadary ? C'est l'un de ces trois noms qui devait sortir vainqueur des urnes.
- ▶ Une chose est sûre : la population ne se laissera pas voler son vote.
- ▶ Et la lenteur du dépouillement a alimenté les rumeurs de manipulation...

Deux ans après la fin officielle du mandat de Joseph Kabila, c'est à reculons que le Congo s'est dirigé vers les élections : alors qu'un délai de deux ans avait été arraché par les évêques, c'est finalement le 30 décembre, soit vingt-quatre heures avant que soit écoulé le dernier grain du sablier

que la Commission électorale indépendante a réussi à organiser un triple scrutin, présidentiel, législatif et provincial, dont la réalité a suscité le doute jusqu'en dernière minute. En effet, par souci de souveraineté, de « dignité » assurait le chef de l'Etat, le Congo avait refusé toute aide étrangère : ni les moyens de transport de la Monusco, qui avait cependant provisionné 80 millions de dollars et des avions en stand by à Entebbe, ni le soutien de l'Union européenne – aide financière ou observateurs. Ces élections ont représenté un effort colossal pour un pays qui ne « tourne » qu'avec un budget oscillant entre 4 et 5 millions de dollars : l'organisation de ce scrutin hors normes a coûté officiellement 500 millions de dollars et sans doute le double.

Si le pouvoir s'est dirigé à reculons vers cette échéance, la population, elle était bien là. Certes, à cause de la pluie diluvienne, le taux de participation à

Kinshasa a été moindre que prévu, aux alentours de 50 %, mais dans l'ensemble du pays, jusque dans les coins reculés, les électeurs se sont pressés devant les bureaux de vote, au nombre de 80.000 en tout et, alors que bien des prophètes de malheur avaient prédit le pire, le matériel était en place dans 80 % des bureaux et la désormais célèbre machine à voter a permis d'économiser des tonnes de papier.

Le hiatus entre le pouvoir de Joseph Kabila et la nouvelle génération (les moins de vingt ans représentent désormais 50 % de la population) était d'autant plus criant que ces jeunes n'ont aucun point de comparaison : ils ne sont pas assez âgés pour avoir connu les dérives et la corruption de l'époque de Mobutu, les aînés avaient placé tous leurs espoirs en Joseph Kabila et tous ont le sentiment d'avoir été déçus, voire trahis, d'autant plus que la multiplication des réseaux sociaux, de l'accès à Internet, aux téléphones portables a désenclavé la population congolaise et a donné aux jeunes des raisons de se mobiliser... Sans oublier les points de comparaison avec les pays de la région : dans l'Est, les guerres avec le Rwanda ne sont pas oubliées mais chacun est au

courant des progrès spectaculaires réalisés dans le pays voisin et se sent jaloux du réseau routier impeccable et des services sociaux proposés à la population...

La campagne des trois principaux candidats à la présidence a-t-elle répondu à ces attentes de meilleure redistribution des ressources, d'organisation plus effi-

ciente du pays ? Ce serait trop dire : les candidats ont surtout misés sur ce qu'ils représentaient chacun, par leur parcours personnel et le soutien dont ils disposaient. C'est ainsi que Félix Tshisekedi a misé sur le souvenir de son père, sur les bases populaires dont son parti, l'UDPS, longtemps appelé « la fille aînée de l'opposition » dispose dans les quartiers populaires de Kinshasa et dans les deux Kasai. Quant à Martin Fayulu, le « soldat du peuple », il a été la surprise de la campagne : le seul fait qu'il ait été désigné « candidat unique de l'opposition » lors de la réunion de Genève a assuré sa gloire à travers le pays, malgré la défection de Tshisekedi et de Kammerhe. Originaire du Bandundu, autre gros réservoir de voix, député à Kinshasa où il est né et où il réside, Fayulu a connu des succès imprévus tant dans la province de l'Equateur qu'au Katanga ou dans le « grand Nord » du Kivu.

Emmanuel Shadari Ramazani, qui apparaît déjà comme le grand perdant de cette campagne, avait, paradoxalement tout pour réussir. Mais, choisi par Kabila pour être un homme de confiance, il avait aussi les défauts de ses qualités : un faible charisme, une équipe peu fiable, peut-être minée par la jalousie et qui lui fit peu de cadeaux.

Si la date du vote a été retardée jusqu'à l'extrême limite par un pouvoir qui allait aux élections à reculons, c'est à reculons aussi que la Céni a procédé au dépouillement manuel des votes. Certes, la méthode choisie, dédaignant l'électronique de la machine à voter, s'est avérée la plus lente, mais surtout elle a donné du temps aux politiques : le temps de digérer la défaite, le temps de songer à de nouvelles alliances et recompositions du paysage, le temps de modérer les ambitions et de mesurer les limites du possible... ■

COLETTE BRAECKMAN

MOBILISATION**Appels à « descendre dans la rue »**

Des ONG et mouvements citoyens ont appelé mercredi les Congolais à « descendre massivement dans la rue » si leur choix à l'élection présidentielle n'est pas respecté, ajoutant que le vainqueur ne peut pas être le candidat du pouvoir. Ces mouvements dont Lutte pour le changement (Lucha) et Filimbi ont appelé dans un communiqué le peuple congolais « à rester vigilant et à se tenir prêt à descendre massivement dans la rue si la Ceni - Commission électorale nationale indépendante, NDLR -, sous l'influence du président sortant Joseph Kabila, s'avisait à publier les résultats non conformes à la vérité des urnes ». « Nous savons au moins pour qui le peuple congolais n'a pas voté : c'est Shadary. Le peuple s'est exprimé, il y a eu une rupture entre le statu quo et le changement », a insisté Carbone Beni, coordonnateur du mouvement Filimbi.

« La proclamation par la Ceni des résultats contraires à la vérité des urnes sera considérées comme un coup d'État constitutionnel », ont encore indiqué les organisations signataires. (afp)